

Thierry BIAIS
Directeur Général du GHT

Nicolas VILAIN
Directeur Délégué

Elias HOKAYEM
Directeur des Finances et
Ressources matérielles

Cellule des Marchés Publics
(02.32.73.35.19)
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
J.F SIERON
S.MOUCETTE
J.L LETELLIER

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**MARCHE DE MAINTENANCE GENERALE DE BATIMENT,
D'EXPLOITATION DE CHAUFFAGE, DE PRODUCTION
D'ECS, DE VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DES
EQUIPEMENTS ANNEXES AVEC GROS ENTRETIEN
RENOUVELLEMENT
ET
MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES
MATERIELS ET INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES,
MATERIEL DE CUISSON, DE PREPARATION, DE REMISE
EN TEMPERATURE, MATERIELS DE LAVERIE DE LA
CUISINE CENTRALE.**

Numéro de la consultation : 26DTP004

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES
20 Mars 2026 à 12 h dernier délai

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escalles.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir Adjudicateur	
Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12
Etablissement en charge du dossier	
Dénomination : Centre Hospitalier Intercommunal CAUX VALLE DE SEINE	Direction : Direction des Service Techniques et Logistiques
Adresse Siège social : 19 Avenue René Coty 76170	CP : 76170
Localité / Ville : Lillebonne	Pays : France
Téléphone : 02 35 39 35 20	Télécopieur : 02 35 39 35 93
Courrier électronique (Mail) : equipe-achat@chi-cvs.fr	SIRET : 267 601 730 00018

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un marché public portant sur :

- la maintenance générale des bâtiments,
- l'exploitation des installations de chauffage,
- la production d'eau chaude sanitaire (ECS),
- la ventilation,
- la climatisation,
- la maintenance des équipements techniques annexes,
- la maintenance préventive et curative des matériels et installations suivants :
 - installations frigorifiques,
 - matériels de cuisson, de préparation et de remise en température,
 - matériels de laverie de la cuisine centrale.
- ainsi que les prestations de gros entretien et de renouvellement (GER),

Le titulaire assure, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble des prestations de maintenance, de gros entretien et de renouvellement nécessaires au maintien :

- des bâtiments,
- des équipements de process,
- des installations techniques liées aux bâtiments,

en bon état de fonctionnement, afin de garantir notamment :

- la pérennité et la conservation des ouvrages immobiliers,
- le fonctionnement normal et continu des équipements et installations,
- la sécurité des personnes et des biens.

L'exécution des obligations du titulaire se traduit par la mise en place et l'application d'un plan de maintenance, couvrant l'ensemble des prestations du marché.

Ce plan de maintenance est structuré selon les domaines suivants :

- Bâtiments,
- Techniques des bâtiments,
- Process.

Il précise notamment :

- les opérations de maintenance préventive,
- les interventions de maintenance curative,
- les actions de gros entretien et de renouvellement.

Un planning prévisionnel de renouvellement des équipements est joint au plan de maintenance.

Les prestations objet du présent marché devront être réalisées :

- dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables,
- en tenant compte des contraintes d'exploitation du site,
- et des spécificités liées aux activités de production culinaire et de blanchisserie.

Le titulaire s'engage à organiser ses interventions de manière à ne pas perturber l'exploitation normale des installations et des activités.

3.2 Répartition des obligations

La répartition des tâches et responsabilités entre :

- les équipes du pouvoir adjudicateur et/ou les utilisateurs des locaux,
- et l'équipe de maintenance du titulaire,

est précisée dans le tableau intitulé « Répartition des obligations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire », figurant en annexe n° 11 du présent marché.

Pour l'exécution des prestations de maintenance et de renouvellement, les terminologies utilisées sont celles définies par :

- la norme NF EN 13 306,
- et la norme FD X 60-000.

3.3 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code CPV	Description
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
50324200-4	Services de maintenance préventive
50720000-1	Services de réparation et d'entretien de systèmes de réfrigération
50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration.
50720000-8	Services de réparation et d'entretien de chauffage central.
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage.
09123000-7	Gaz naturel

3.4 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.5 Forme du marché

Le présent marché est un marché de service conformément à l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Il est conclu sous la forme d'un marché ordinaire, comprenant :

- une partie traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations relevant des postes P2, P3 et P9 ;
- une partie traitée à prix unitaires, sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU), pour les prestations relevant du poste P1 – fourniture de gaz.

Le montant total estimatif du marché, apprécié sur la durée totale d'exécution, est fixé à 2 800 000,00 € HT.

A titre indicatif, l'établissement a consommé au cours de l'exercice budgétaire précédent les montants suivants :

P1 = 51 365.66 HT (479.97 MWH) Année 2025

Equivalent P2, P3 et P9 Cuisine 272 333.29 € HT saison 2024/2025 et Blanchisserie 85 282.32 € HT saison 2024/2025.

NB : Le process de blanchisserie n'est plus en activité depuis juin 2025.

3.6 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires. Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.7 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne l'établissement du groupement hospitalier de territoire suivants le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ZAC du Manoir – rue des saules 76170 Lillebonne comprenant notamment :

- une cuisine centrale,
- une blanchisserie,
- une chaufferie,
- ainsi que des locaux et installations annexes.

La cuisine centrale est exploitée par le GIP Seine Alim.

La blanchisserie sera exploitée par un prestataire distinct, non identifié à la date de rédaction du présent marché.

Le titulaire devra se comporter et sera tenu aux mêmes obligations vis-à-vis du GIP Seine Alim et du futur exploitant de la blanchisserie, qu'à l'égard du pouvoir adjudicateur.

3.8 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer le présent marché. Du fait de la technicité du site et de la coordination des actions nécessaires dans un délai maîtrisé pour ne pas mettre en péril la production alimentaire et le process, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

3.9 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une offre variante conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- de diminuer les coûts),
- de conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- de prendre en compte une démarche de développement durable,

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prendra effet à compter du 1er juillet 2026 à 0 heure, ou à compter de la date de notification lorsque celle-ci interviendrait après le 1er juillet 2026. Le marché est conclu pour une durée de dix (10) ans. La date de fin d'exécution est fixée au 30 juin 2036.

La durée du marché est nécessaire pour permettre l'amortissement des opérations de gros remplacement du matériel, ainsi que pour assurer la continuité de la maintenance et de l'exploitation des installations.

Article 5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le règlement de consultation (RC),
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes éventuelles,
- la lettre de candidature (DC1),
- la déclaration du candidat (DC2).
- Annexes

Le dossier de consultation des entreprises est mis à disposition gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique n'est autorisée.

5.2 Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements ou documents complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront **impérativement** formuler leur demande par écrit, **sur le site** <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard sept jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, sur cette même plate-forme de dématérialisation au plus tard cinq jours après le dépôt de la question.

5.3 Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard sept jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 PRESENTATION DES OFFRES

6.1 Condition de participation des candidats

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L. 2113-12 et suivants et par les articles R. 2113-7 et suivant du Code de la commande publique.

▣ Sous-traitance pour les prestations de service :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Lorsque la désignation des sous-traitants intervient en cours de marché, l'acte spécial précise tous les de l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

▣ Groupement d'entreprise :

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

6.2 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

NOTA :

Pour répondre à ces demandes de pièces administratives, le candidat pourra fournir entre autres les formulaires DC1 et DC2.

6.2.1 Pièces de la candidature tels que prévus aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141 et L. 2341 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- le cas échéant, une autorisation ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de répondre aux stipulations du marché ;
- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné dans le Code de la commande publique ;
- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou un document équivalent.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- une copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R. 2142-13 et R. 2142-14 du Code de la commande publique :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ;
- une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché ;
- une déclaration indiquant les références hospitalières pour le même type de marché au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus. Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit conformément aux dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code précité.

NOTA :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de cinq jours.

6.2.2 Pièces de l'offre

Les candidats devront fournir un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) , conforme au modèle joint dans le dossier **auquel doit être annexé le bordereau de prix unitaire dûment complétés et signés** par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché ;
- Une délégation de pouvoir (si applicable);
- Le mémoire technique détaillant toutes les mesures prises par le candidat pour satisfaire aux exigences du présent marché.

Afin de permettre le jugement de la valeur technique des offres, les candidats devront fournir a minima les informations suivantes :

- L'organisation générale proposée pour répondre au mieux aux exigences du marché (méthodologie ; astreintes ; planning de déploiement des prestations et, le cas échéant présentation de la GMAO ou du système GTB/GTC proposé
- Le calendrier prévisionnel des maintenances préventives pour l'ensemble des équipements.
- Le plan prévisionnel de remplacement des équipements cuisine, chauffage/ventilation/Froid et bâtiment.
- Les profils détaillés des techniciens qui interviendront effectivement dans le cadre de la prestation (CVs ; niveau de qualification et diplômes et ou formations correspondantes, compétences, ancienneté dans l'entreprise)
- Politique de gestion du personnel (recrutement, remplacement) et détails des formations dispensées aux techniciens déployés sur la prestation depuis 2020
- La capacité d'approvisionnement en pièces détachées (les partenariats avec les constructeurs, distributeurs de matériel, délais par marques)
- La capacité d'une remise en état dans les délais les plus limités y compris pour des appareils anciens dont la fabrication est abandonnée depuis de longues années et dont les pièces doivent être usinées à la demande
- La présentation des supports et outils de communication avec, le cas échéant, un focus sur la GMAO proposée (type d'outils, fonctionnalités, ergonomie, nombre d'accès, prérequis d'installation...)
- Le service support et différents interlocuteurs et intervenants dans le cadre de l'intervention et des astreintes
- Les processus d'appels sur heures ouvrées, dans le cadre de l'astreinte.

- Les solutions de gestion des alarmes et des différents degrés d'urgences.
- Les différents moyens d'intervention des techniciens
- Les partenariats ou sous-traitants.
- Les solutions de reporting
- L'attestation de visite.

NOTA :

Il est rappelé aux candidats que toutes les pièces transmises doivent permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à un classement éclairé des offres en fonction des critères d'attribution retenus.

6.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

6.4 Visite obligatoire

Les candidats souhaitant candidater doivent faire une visite obligatoire.

La date de la visite est fixée le **jeudi 5 mars à 13 h30**. (ZAC du Manoir. RDV au GIP Seine Alim - rue des saules 76170 Lillebonne). Une attestation datée devra être signée par le référent de l'établissement et par les représentants des candidats ayant effectué la visite. L'attestation devra être jointes à l'offre du candidat (en format PDF).

Une visite complémentaire pourra être organisée selon les contraintes de production, auprès de Monsieur Letellier – Responsable des Services Techniques du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine

Email: jeanluc.letellier@chi-cvs.fr

Téléphone: 02.35.39.10.31

Gsm: 06.07.91.19.58

6.5 Démonstration de matériel : Présentation et démonstration de la GMAO et de la GTC/GTB

Une fois le délai de remise des offres passé, chaque candidat ayant soumissionné devra présenter ses solutions de GMAO ; GTB/GTC et notamment effectuer la démonstration. Le pouvoir adjudicateur organisera auprès des candidats la présentation dans une période de 3 à 4 semaines à compter de la date limite de la remise des offres. L'absence de présentation d'un candidat n'est pas éliminatoire au titre de la consultation. Toutefois, en l'absence de cette présentation le candidat ne pourra émettre aucune objection concernant l'analyse de son offre GMAO GTB/GTC, qui sera exclusivement appréciée sur la base de son offre écrite.

Cette présentation durera une heure maximum et se tiendra en salle de réunion du GIP Seine Estuaire.

À cette occasion, il sera demandé au candidat une démonstration en conditions réelles se focalisant sur le contenu suivant :

- Présentation générale de la GMAO, de la GTV/GTB,

Dera détaillé par système :

Les fonctionnalités, les capacités opérationnelles, administratives et financières, la capacité et la qualité opérationnelle, administrative et financière des extractions, le procès, le partage et le remplissage des données, la gestion des évolutions et d'amélioration des solutions en cours de marché (propriété et licence) ;

- Une simulation opérationnelle d'une intervention de la demande à sa clôture (l'intégration du calendrier de maintenance préventive, la demande d'intervention, rapport et suivi, devis, clôture, systèmes d'alertes et de gestion d'aide à la décision, d'extraction des données opérationnelles, administrative et financière etc.)
- La méthodologie, le calendrier et le planning de déploiement de la GMAO, de la GTB/GTC

(Installation, phase de saisie des matériels dans la GMAO ; GTB/GTC, la mise en œuvre prévisionnelle, la formation aux utilisateurs et référents). Un ordinateur, un vidéoprojecteur et un accès internet seront à la disposition du candidat.

Article 7 CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

7.1 Date de remise des offres

La date de remise des offres est fixée au :

Vendredi 20 Mars 2026 à 12 heure dernier délai.

Les candidats devront apporter une attention particulière au respect de la composition du dossier en fournissant l'ensemble des documents réclamés.

7.2 Transmission des offres

Les concurrents devront transmettre de façon électronique leurs candidatures et leurs offres sur

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

7.2.1 Transmission électronique

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : "copie de sauvegarde".

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .ppt, .pub, .mdb, .docx, .xlsx, .pptx, Libre Office),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png),
- Internet : (exemple d'extension : .htm).

Les candidats sont invités à ne pas utiliser certains formats tels .exe, les macros ainsi qu'Open Office.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant l'envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

7.2.1 Transmission par voie matérialisée des copies de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM ou clef USB) ou sur support papier. Les cartes SD sont proscrites. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention suivante:

Copie de sauvegarde :

**MARCHE DE MAINTENANCE GENERALE DE BATIMENT, D'EXPLOITATION DE CHAUFFAGE,
DE PRODUCTION D'ECS, DE VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DES EQUIPEMENTS
ANNEXES AVEC GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT**

ET

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES MATERIELS ET INSTALLATIONS
FRIGORIFIQUES, MATERIEL DE CUISSON, DE PREPARATION, DE REMISE EN TEMPERATURE,
MATERIELS DE LAVERIE DE LA CUISINE CENTRALE.**

NOM DU CANDIDAT

« Ne pas ouvrir »

La copie de sauvegarde doit contenir les pièces administratives et les pièces relatives à la mise en concurrence, et devra être envoyée par courrier avec avis de réception, à l'adresse suivante :

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Direction des achats, de l'hôtellerie et de la logistique – Cellule marchés publics

55 Bis Rue Gustave Flaubert - BP 2476 - 76 083 Le Havre

La copie de sauvegarde peut également être remise contre récépissé à l'adresse suivante :

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Direction des achats, de l'hôtellerie et de la logistique – Cellule marchés publics

19 Avenue Pierre Mendès France - 76 290 Montivilliers

Ouverture : 9h – 12h30 et 13h30 - 17h du lundi au vendredi

Celle qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées, ou remise sous enveloppe non cachetée, sera de fait non conforme ; le pli sera renvoyé à son auteur.

7.3 Signature

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit être originale ou électronique.

Quelle que soit la forme du dépôt, cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat :

- le représentant légal du candidat,
- ou bien toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Article 8 JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Précision des offres ou demande de documents complémentaires

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de préciser leur offre ou de fournir des documents complémentaires pour l'analyse. Ceux-ci auront alors six jours afin de répondre par écrit aux questions posées.

8.2 Critères et pondération

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- garanties et capacités techniques et financières ;
- autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat ;
- capacités professionnelles.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront notés de 1 à 10, 10 correspondant à la meilleure note, ces notes étant affectées d'un coefficient de pondération comme suit :

Critères	Note sur 10	Pondération
1-Valeur technique		60.0 %
1.1-Niveau de garanties, performances, cibles pour les marché MCI		15.0 %
1.2-Temps maximum dès réception de la demande ou de l'alarme avec obligation de prendre toute mesure pour remettre l'installation en service normal dans les meilleurs délais – Processus d'astreinte et approvisionnement en urgence		5.0 %
1.3-Capacité (moyens techniques, matériels et humains) dont dispose et prévoit le candidat pour intervenir et prendre en charge efficacement les installations dès la notification du marché		5.0 %
1.4-GMAO – GTB et GTC: moyens (techniques, matériels et humains) mis en œuvre permettant un suivi de l'exploitation en temps réel ainsi que la traçabilité mis à disposition du Maître d'Ouvrage. Il donnera la configuration de l'installation		5.0 %
1.5-Note explicative et descriptive détaillée de la solution retenue pour la remise. La solution devra être détaillée en annexe du mémoire technique tant du point de vue technique que financier		10.0 %

1.6- liste des matériels couverts par le Gros Entretien Renouvellement à compléter (matériel et années) aussi bien en process cuisine que sur la partie bâtiment et chauffage CVC froid.		10.0 %
1.7-Annexe 14 – liste des prestations comprises et exclues dans le prix P2 et leurs périodicités afférentes à la conduite et à l'entretien courant		5.0 %
1.8-Annexe 10 du CCTP : Planning de renouvellement du P3. Matériel compris dans le P3		5.0 %
2-Prix des prestations		40.0 %
TOTAL pondéré sur 100		

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /10.

Les critères sont notés sur 10.

Les sous-critères sont notés sur 10.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

Note sur 10 décomposée de la façon suivante : 0 : pas renseigné 1 à 2 : peu satisfaisant 3 à 5 : moyennement satisfaisant 6 à 8 : assez satisfaisant 9 : satisfaisant 10 : très satisfaisant

Nota important :

Les candidats doivent obligatoirement utiliser, pour les annexes les formats et cadres de tableaux à l'identiques à ceux joints. Toute autre représentation sera pénalisée de 0,5 point en moins par tableau non conforme

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

En cas d'égalité de note entre les candidats, le pouvoir adjudicateur retiendra le critère prix des prestations afin de départager les candidats.

8.3 Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique.

Le candidat disposera d'un délai maximum de 7 jours francs à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur (courrier, mail, fax), pour produire ses documents.

Ces documents sont à solliciter auprès des administrations concernées. Compte tenu des délais d'obtention de ces documents auprès de ces administrations, **les candidats devront impérativement les réclamer bien avant la date de remise des plis afin d'être en mesure de les produire dans le délai imparti.**

8.4 Information des candidats non retenus

Dès que le choix est arrêté, les candidats dont l'offre n'a pas été retenue sont informés par le pouvoir adjudicateur selon les articles R. 2181 et suivant du Code de la commande publique.

Le candidat non retenu peut obtenir les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre s'il en fait la demande par écrit au pouvoir adjudicateur, qui apportera une réponse dans les quinze jours à compter de la réception de cette demande.

Avant toute action contentieuse, le candidat peut adresser un recours gracieux au pouvoir adjudicateur. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision de rejet. Une requête contentieuse contre cette décision implicite de rejet peut être adressée au Tribunal administratif de Rouen.

Le candidat dispose d'un délai de 2 mois pour contester la décision du pouvoir adjudicateur, conformément aux articles R. 421-1 à 421-7 du Code de justice administrative.

9.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Il sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procédera pour ce qui le concerne au règlement du service fait. Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

9.2 Avances

Des avances pourront être versées au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13, du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

9.3 Délai global de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai **de 50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement par le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire. Les délais se calculent en jours calendaires, avec report au jour ouvrable suivant si l'échéance tombe un samedi, dimanche ou jour férié.

Article 10 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euro (€). Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° du ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. »

Article 11 LITIGES

11.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

11.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 13 février 2026